



N° 2 juillet 2010

**LES ETATS  
GÉNÉRAUX**  
Compte tenu  
des éléments  
de calendrier  
connus,  
nous travaillons  
sur les dates  
des  
**11 et 12  
Décembre  
2010**



**Feuille  
de route**  
Actée par la  
Rencontre  
nationale des  
Collectifs locaux  
et validée par le  
Comité national  
du 29 juin.....p 4

**Comité national  
prochaine  
réunion Mercredi  
1<sup>er</sup> septembre  
18h15**  
Bourse du Travail  
Rue du Château d'eau  
Paris

### **La démarche initiée par l'appel national validée par les Collectifs locaux**

Les effets de la crise, en France, en Europe et dans le monde, montrent l'urgence et la justesse de notre projet. L'alternative économique, sociale, écologique qu'il nous faut construire pour rendre confiance et espoir à toutes celles et tous ceux qui payent le prix fort, passe notamment par le développement du Service Public sous des formes plus actuelles, plus démocratiques pour être plus efficace.

Il est clair qu'imposer le retrait de la contre-réforme Sarkozy sur les retraites va mobiliser toutes les énergies militantes dès la rentrée

Le débat budgétaire s'engagera à ce moment là, avec vote début novembre. Vu ce qui est annoncé avec une nouvelle phase de la RGPP, couplée avec la réforme des collectivités, les impacts de la directives services, l'automne sera marqué par une actualité fournie recoupant nos préoccupations. cela peut et doit être un moment de fortes mobilisations.

Mettons à profit ce contexte pour faire co-exister notre démarche avec les luttes. Pourquoi ne pas examiner la possibilité d'une manif nationale ou d'une journée nationale de manif plus locales?

Notre travail sur le Service Public devra donc être une toile de fond permanente pendant toute cette période. En écho à ces mobilisations, mettre au premier plan la convocation des États généraux sera l'une des conditions de sa réussite et de son impact.

**5 JUIN 2010**

## **RENCONTRE NATIONALE DES COLLECTIFS LOCAUX**

**Matinée :** débat général sur la situation et les problèmes rencontrés, la validité de la démarche, les liens organisations et collectifs locaux, les objectifs.

Placée dans un calendrier où il y a de nombreuses initiatives, cette rencontre entre les collectifs locaux paraît indispensable. Leur état est par ailleurs plus étoffé à ce jour qu'indiqué sur le tableau papier ; d'autres sont en gestation.

Pour sa part, le Comité national a tenu 17 réunions régulièrement toutes les quinze jours, plus un « séminaire » de travail sur le premier bloc de questionnaire dont la synthèse a été diffusée.

Notre site web en souffrance est un réel handicap faire saisir cette dynamique enclenchée en peu de temps.

Certes, il y a le contexte avec la bataille sur les retraites où souvent les mêmes équipes militantes sont mobilisées, mais également où l'explosion de la crise - de leur crise- sert de prétexte au gel des dépenses publiques, voire de leur restriction (RGPP, réformes territoriale et fiscale,...) ciblant le Service public dans son ensemble.

S'il peut être difficile de s'extraire de l'immédiat, voire de l'urgence, pour aborder la prospective, notre hypothèse est de maintenir la démarche, y compris de façon volontariste, avec le souci de conjuguer la résistance au quotidien à l'ambition de la perspective.

Le débat est à prendre frontalement pour construire ensemble un front commun, et ce d'autant que cette actualité et les réalités socio-économiques en confirment la pertinence politique : les Etats généraux du logement social propose un SIG, le mouvement « *Pas de bébé à la consigne* » un service public de la petite enfance . Divers sondages en soulignent l'exigence et les besoins face aux préoccupations prégnantes exprimées majoritairement par la population. La place des associations fait débat suite à la directive services qui affecte leurs libertés et leur existence.

Tout concourt à se coltiner les enjeux, en démontrant la cohérence des remises en cause. A défaut, on laisse le terrain dégarni et libre.

**La question du SP est également un enjeu de démocratie participative, car c'est une cause d'utilité sociale et économique qui appelle à des mobilisations populaires.**

L'offensive néo-libérale menée dans notre pays est en conformité avec les mesures européennes. Elles ouvrent l'enjeu d'une autre répartition des richesses, commun avec les retraites.

Elles placent l'UE, qui accorde sa préférence à la domination de la concurrence sur la question sociale, au centre de notre problématique : ne pas mettre de côté cette dimension à donner à notre démarche, à notre réflexion, à nos propositions et perspectives, même si elle semble être une pierre d'achoppement.

Le Service public ne saurait donc pas être qu'un concept et un débat franco-français.

**C'est une question éminemment politique : quel mode d'organisation publique pour quelle société.**

Les Etats généraux locaux ou thématiques sur les sites touchés peuvent faire référence de la mobilisation établie largement au plan local ( comme relaté par La Coordination nationales Hôpitaux et maternités de proximité).